LENINE

œuvres

tome
15

mars
1908
août
1909

RÉFLEXIONS SUR LA PÉRIODE ACTUELLE

A l'ordre du jour de la prochaine conférence générale du P.O.S.D.R., on trouve le problème suivant : « La situation actuelle et les tâches du parti ». Les organisations du parti ont commencé (et, dans ce domaine, Moscou et Pétersbourg sont en avance sur tous les autres centres) à discuter systématiquement de cette question, dont l'extrême importance ne fait aucun doute.

La période actuelle d'accalmie du mouvement de libération, de déchaînement de la réaction, de trahisons et d'abattement à l'intérieur du camp démocratique, de crise et d'une certaine désagrégation des organisations social-démocrates nous fait un devoir de tenir compte avant toutes choses des enseignements fondamentaux de la première campagne de notre révolution. Non pas de ses leçons tactiques au sens étroit du terme, mais d'abord des enseignements d'ordre général et c'est pourquoi nous commencerons par nous demander quels sont les changements objectifs qui se sont produits dans le groupement des classes et dans le rapport des forces politiques de Russie entre 1904 et 1908. A notre avis, on peut compter cinq changements fondamentaux : 1) La politique agraire de l'autocratie en ce qui concerne le problème paysan a été totalement modifié ; elle ne consiste plus à soutenir et à renforcer la vieille communauté rurale mais à la piller et à la détruire de façon accélérée en employant des méthodes policières. 2) La noblesse Cent-Noirs et la grosse bourgeoisie sont bien mieux représentées qu'autrefois : au lieu des anciens comités locaux de députés

des nobles et de marchands, au lieu des tentatives sporadiques qui visaient à leur assurer une représentation nationale, il existe maintenant un organe représentatif unique, la Douma d'Etat, à l'intérieur duquel ces deux classes exercent une prédominance absolue. Dans cette institution prétendument « constitutionnelle » et en fait destinée à renforcer l'autocratie, la représentation des professions libérales (sans parler de la paysannerie et du prolétariat) est réduite à un rôle d'appoint. 3) Au cours de cette période, la lutte politique au grand jour a opéré pour la première fois en Russie une délimitation précise entre les classes : les partis politiques légaux ou illégaux (plus exactement semi-légaux, car depuis la révolution il n'y a pas en Russie de parti complètement clandestin) qui existent actuellement expriment, avec une précision jamais vue, les intérêts et les points de vue des différentes classes, dont la maturité, au cours de ces trois années, s'est infiniment plus accrue que pendant tout le demi-siècle précédent. La noblesse Cent-Noirs, la bourgeoisie nationale-« libérale », la démocratie petite-bourgeoise (c'est-à-dire les troudoviks plus leur aile gauche peu importante, les socialistes-révolutionnaires), ainsi que la social-démocratie prolétarienne, ont achevé au cours de cette période, la phase « utérine » de leur développement et ont défini leur nature pour de longues années, non pas par des paroles mais par des faits et des actions de masse. 4) Ce qu'avant la révolution on appelait la « société » libérale et populiste-libérale, la partie « éclairée », le porte-parole de la « nation », comme telle, c'est-à-dire la masse de l'« opposition » des gens aisés, des nobles et des intellectuels qui semblaient former un tout homogène et que l'on trouvait à profusion dans les zemstvos, les universités et l'ensemble de la presse de « bon ton », etc., etc., tous ces gens sont apparus dans la révolution comme les idéologues et les partisans de la bourgeoisie et ont pris à propos de la *lutte de masse* du prolétariat socialiste et de la paysannerie démocratique une position dont le caractère *contre-révolutionnaire* est maintenant évident pour tout le monde. La bourgeoisie libérale contre-révolutionnaire est née et se développe. C'est là un fait qui demeurera en dépit des dénégations de la presse « progressiste » légale, du silence que font autour de lui nos opportunistes mencheviks

et de l'incapacité qu'ils manifestent de le comprendre. 5) Des millions d'hommes ont acquis l'*expérience* pratique de la lutte de masse véritable et directement révolutionnaire, et ceci sous les formes les plus variées, allant jusqu'à la « grève générale », à l'expulsion des gros propriétaires fonciers, à l'incendie de leurs châteaux et à l'insurrection armée ouverte. Ceux qui, avant la révolution, étaient déjà des révolutionnaires, des ouvriers conscients, ont besoin d'un certain temps pour saisir complètement l'énorme importance de ce fait qui a modifié de façon radicale toute une série d'idées anciennes sur le développement des crises politiques, sur la cadence de ce développement, et sur la dialectique de l'histoire, de cette histoire que réalise l'activité pratique des masses. L'assimilation de cette expérience par les *masses* est un processus invisible, difficile et lent, mais beaucoup plus important que bien des phénomènes qui ont lieu à la surface de la vie politique de l'Etat et auxquels se laissent prendre non seulement les novices, mais même des « vieux routiers » de la politique. Pendant l'ensemble de cette période le rôle dirigeant des masses prolétariennes est apparu au grand jour aux yeux de chacun dans toute la révolution et sur tous les terrains où se déroulait la lutte, à commencer par les manifestations, en passant par l'insurrection et en aboutissant enfin, dans l'ordre chronologique, à l'activité « parlementaire ».

Tels sont les changements objectifs qui ont creusé un véritable fossé entre la Russie actuelle et la Russie d'avant octobre. Tel est le *bilan* de cette période de trois années qui, par son contenu, est la plus riche de notre histoire, bilan sommaire, pour autant qu'on puisse en quelques mots résumer l'essentiel. Voyons maintenant quelles sont les conclusions qu'implique ce bilan dans le domaine de la tactique.

Pour un pays « paysan » comme la Russie, le fait que la politique agraire de l'autocratie ait changé est d'une extrême importance. Ce changement n'est pas un accident, il ne relève pas des fluctuations de la politique ministérielle, il n'est pas une invention de la bureaucratie. C'est au contraire, un « glissement » très sérieux en direction d'un *bonapartisme agraire* et d'une politique libérale au sens économique du terme, c'est-à-dire bourgeoise (dans le domaine des rapports

agraires paysans). Le bonapartisme est le recours d'une monarchie qui, ayant perdu son ancienne base patriarcale ou féodale, simple et solide, en vient à louvoyer, contrainte qu'elle est de faire des exercices de corde raide pour ne pas tomber, de se faire engageante pour pouvoir gouverner, de soudoyer pour plaire, de fraterniser avec les bas-fonds de la société, avec des voleurs et des filous avérés si elle veut un autre soutien que celui des baïonnettes. Le bonapartisme est l'évolution nécessaire et objective de la monarchie dans tous les pays bourgeois, évolution que Marx et Engels avaient observée dans toute une série de cas de l'histoire moderne de l'Europe. Quant au bonapartisme agraire de Stolypine, qui sur ce point bénéficie du soutien inébranlable et délibéré des gros propriétaires fonciers Cent-Noirs et de la bourgeoisie octobriste, il n'aurait pu voir le jour, ni à plus forte raison se maintenir ces deux années, si la communauté agraire de Russie ne s'était pas elle-même développée en direction du capitalisme, si au sein de cette communauté il n'y avait pas formation constante d'éléments à l'égard desquels l'autocratie peut commencer une entreprise de séduction, à qui elle peut dire : « enrichissez-vous », « pillez la communauté, mais apportez-moi votre appui ». C'est pourquoi toute appréciation de la politique agraire de Stolypine qui ne tiendrait pas compte, d'une part, de ses méthodes bonapartistes et, d'autre part, de sa nature bourgeoise (=libérale) serait complètement erronée.

C'est ainsi, par exemple, qu'en s'en prenant au caractère policier de la politique agraire de Stolypine et aux interventions imbéciles de la bureaucratie dans la vie des paysans, etc., etc., nos libéraux montrent qu'ils ressentent confusément que cette politique est du bonapartisme. Mais, quand les cadets se mettent à déplorer la destruction par la violence des fondements « traditionnels » de nos structures paysannes, ils deviennent des pleurnichards *réactionnaires*. La Russie en effet ne pourra pas se développer si on ne détruit pas par la violence et de façon révolutionnaire les bases de la vieille campagne russe. Bien que parmi ceux qui participent à la lutte, très rares soient ceux qui en ont conscience, le *seul* enjeu de cette lutte est le suivant : la violence sera-t-elle celle d'une monarchie de gros propriétaires fonciers contre les paysans ou celle d'une république pay-

sanne contre les gros propriétaires fonciers ? Dans un cas comme dans l'autre la révolution agraire bourgeoise, et elle seule, est *inévitable* en Russie : dans le premier cas elle sera lente et douloureuse, tandis que dans le second elle sera rapide, libre et de grande envergure. Notre programme agraire, non point dans sa partie qui prône l'absurde « municipalisation », mais dans celle qui parle de *la confiscation de tous les domaines* exprime et reconnaît la lutte menée par le parti ouvrier en faveur de cette seconde voie. Après l'expérience de ces trois années, il n'y a sans doute que parmi les mencheviks qu'on puisse encore trouver des gens qui ne voient pas que la lutte pour cette expropriation est liée à la lutte pour la république. Si la politique agraire de Stolypine était poursuivie pendant de très longues années et si elle réussissait à transformer définitivement les rapports agraires existant à la campagne en rapports purement bourgeois, elle pourrait nous obliger à renoncer à avoir un programme agraire dans la société bourgeoise (jusqu'à présent *même* les mencheviks et même les Tchérévanine mencheviques ne sont pas encore arrivés au point de renoncer à notre programme agraire). Mais pour le moment, la politique de Stolypine ne peut en aucune façon nous inciter à modifier notre tactique. Dans la mesure où notre programme préconise « la confiscation de toutes les terres appartenant aux gros propriétaires fonciers », il faut être un enfant pour ne pas voir la tactique révolutionnaire (révolutionnaire au sens propre et rigoureux du mot) qui découle de cette revendication. D'autre part, affirmer qu'un échec de la politique de Stolypine nous rapproche d'un nouvel essor révolutionnaire et vice versa serait une façon erronée de poser le problème. L'échec des méthodes bonapartistes n'impliquerait pas que la politique de pillage de la communauté rurale par les koulaks ait fait faillite. En revanche, un « succès » de la politique de Stolypine aujourd'hui ou dans les années à venir, loin de l'éteindre, ne fera qu'attiser *fondamentalement* la lutte qui se déroule à l'intérieur de la paysannerie, car le « but », c'est-à-dire la mise en place définitive et complète d'une économie paysanne *purement* bourgeoise, ne pourra être atteint qu'après un très long cheminement. Si la politique de Stolypine « réussissait » dans les années à venir, cela

pourrait, dans le meilleur des cas, entraîner la formation d'une couche de paysans octobristes, délibérément contre-révolutionnaires. Mais cette transformation de la minorité aisée en force politique consciente et unifiée donnerait inévitablement une gigantesque impulsion au développement de la conscience politique et de l'unité de la masse démocratique contre cette minorité. Que la lutte spontanée, sporadique et aveugle qui oppose les « requins » à la « communauté » se transforme en lutte ouverte et consciente entre les octobristes et les troudoviks, nous autres social-démocrates ne pourrions souhaiter mieux.

Passons au problème de la Douma. Il est indubitable que cette institution Cent-Noirs « constitutionnelle » représente également une évolution de la monarchie vers le bonapartisme. Toutes les caractéristiques du bonapartisme dont nous venons de parler se révèlent au grand jour dans la loi électorale actuellement en vigueur, dans la majorité truquée Cent-Noirs plus octobristes, dans l'imitation trompe-l'œil de l'Europe, dans la course aux emprunts dont l'utilisation est prétendument contrôlée par les « représentants du peuple » et dans le fait que, pour sa politique pratique, l'autocratie ne tient aucun compte des discussions et des décisions de la Douma. La contradiction entre l'autocratie Cent-Noirs qui, en fait, dispose d'un pouvoir absolu et les apparences de « constitution » bourgeoise est de plus en plus éclatante et porte en elle les éléments d'une nouvelle crise révolutionnaire. La Douma devait servir à voiler, à arranger, à enjoliver l'autocratie ; en fait la Douma Cent-Noirs octobriste révèle et met chaque jour davantage à nu le véritable caractère du pouvoir d'Etat en Russie, ses véritables bases de classes et son bonapartisme. On ne peut que rappeler à ce propos les observations si profondes qu'on trouve dans une lettre d'Engels à Bernstein, datée du 27 août 1883, sur la signification du *passage* de la monarchie absolue à la monarchie constitutionnelle. Alors que les libéraux en général et les cadets russes en particulier voient dans ce passage une manifestation et une garantie de ce progrès « pacifique » qu'on vante tant, Engels attire l'attention sur le rôle historique de la monarchie constitutionnelle en tant que forme d'Etat qui facilite la lutte *décisive* entre les féodaux et la bourgeoisie. « De même que

la lutte entre le féodalisme et la bourgeoisie, écrit Engels, ne pouvait être menée jusqu'à sa conclusion décisive dans la vieille monarchie absolue, mais seulement dans une monarchie constitutionnelle (cf. l'Angleterre, la France entre 1789 et 1792, entre 1815 et 1830), de même la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat ne peut être menée jusqu'à sa conclusion décisive que dans une république. » Dans ce texte, Engels inclut notamment, parmi les monarchies constitutionnelles, la France de 1816 qui connaissait alors les déchaînements contre-révolutionnaires, proprement Cent-Noirs de la célèbre *Chambre Introuvable* *, dont le soutien à la terreur blanche devait être au moins aussi frénétique que celui de notre troisième Douma. Est-ce à dire que pour Engels les assemblées réactionnaires, où sont représentés les gros propriétaires fonciers et les capitalistes, et qui soutiennent l'absolutisme dans sa lutte contre la révolution, soient effectivement des institutions constitutionnelles ? Non. Cela veut dire qu'il peut y avoir des conditions historiques où les institutions faussement constitutionnelles provoquent un essor de la lutte en faveur d'une véritable constitution et représentent une étape dans le développement des nouvelles crises *révolutionnaires*. Au cours de la première campagne de notre révolution, la majorité de la population croyait encore qu'il était possible de concilier une véritable constitution avec l'autocratie. Les cadets ont fondé leur politique sur l'entretien systématique de cette croyance au sein du peuple et, en cela, ils ont été suivis au moins jusqu'à mi-chemin par les troudoviks. Avec sa troisième Douma, l'autocratie est à l'heure actuelle en train de montrer au peuple dans la pratique de quelle sorte de « constitution » elle peut « s'accommoder », et, par là même, elle rapproche le moment où va éclater une lutte plus large et plus décisive *contre l'autocratie*.

De tout cela, il découle entre autres choses qu'il serait absolument erroné de remplacer notre ancien mot d'ordre d'« A bas l'autocratie » par le mot d'ordre « A bas la troisième Douma ». Dans quelles conditions un mot d'ordre comme « A bas la Douma » pourrait-il avoir une signification ? Supposons que pendant une crise révolutionnaire

* En français dans le texte. [*N.R.*]

extrêmement aiguë où tout est déjà mûr pour une guerre civile, nous nous trouvions en face d'une Douma libérale, réformiste et conciliatrice. Il est tout à fait possible que dans un tel moment nous adoptions le mot d'ordre d'« A bas la Douma », c'est-à-dire à bas les négociations pacifiques avec le tsar, à bas la duperie des institutions de « paix », il est possible que nous appelions à l'offensive directe. Supposons au contraire que nous nous trouvions en face d'une Douma archi-réactionnaire élue grâce à une loi électorale surannée, et que le pays ne soit pas en train de traverser une crise révolutionnaire aiguë. « A bas la Douma » pourrait alors devenir le mot d'ordre de la lutte pour une réforme électorale. Mais à l'heure actuelle nous ne voyons rien qui soit semblable au premier ou au second cas. La troisième Douma n'est pas conciliatrice, elle est franchement contre-révolutionnaire ; elle ne sert pas de couverture à l'autocratie, elle la démasque ; elle n'a aucun rôle autonome dans aucun domaine : personne nulle part n'attend d'elle de réformes progressistes, personne ne pense que c'est dans cette assemblée de réactionnaires endurcis que résident le pouvoir réel et les forces du tsarisme. Tout le monde s'accorde pour reconnaître que la Douma n'est pas une des bases sur lesquelles repose le tsarisme mais un instrument qu'il utilise à sa guise, pour reconnaître que s'il suspendait la Douma (comme cela s'est passé en Turquie en 1878, au moment où la convocation du Parlement a été « ajournée »[129]) et s'il la remplaçait par un « Zemski Sobor[130] » ou tout autre chose de ce genre, le tsarisme pourrait tout aussi bien continuer à pratiquer intégralement la politique qui est la sienne actuellement. Si nous adoptions le mot d'ordre « A bas la Douma » cela voudrait dire que l'essentiel de la lutte serait dirigé contre une institution qui n'est ni indépendante ni décisive, contre une institution qui joue un rôle accessoire. Un tel slogan serait erroné. Nous devons conserver nos anciens mots d'ordre « A bas l'autocratie » et « Vive l'Assemblée constituante », car c'est l'autocratie qui continue à détenir le pouvoir réel et qui constitue toujours le véritable soutien et le véritable rempart de la réaction. La chute de l'autocratie implique nécessairement l'élimination (et une élimination révolutionnaire) de la troisième Douma qui est l'une des institutions du tsarisme ;

la chute de la troisième Douma, prise en soi, ne serait rien d'autre qu'une nouvelle aventure de la même autocratie ou une tentative de réforme, trompeuse et qui n'aurait d'une réforme que les apparences *.

Poursuivons. Nous avons vu que, pendant les trois années de la première campagne révolutionnaire, la nature de classe des partis politiques s'était révélée avec une force et une netteté remarquables. Il découle de cela que lorsque nous discutons du rapport actuel des forces politiques, de l'orientation des changements qui se produisent dans ce rapport, etc., nous devons le faire à partir de ces données concrètes de l'expérience historique, et non d'« arguments généraux » abstraits. Toute l'histoire des Etats européens montre que c'est précisément pendant les périodes de lutte révolutionnaire directe que sont implantées profond les bases solides des groupements de classes et que s'opèrent les clivages entre les grands partis politiques, qui, par la suite, ne changent pas au cours des périodes de stagnation, celles-ci dussent-elles se prolonger pendant de longues années. Certains partis politiques peuvent se réfugier dans l'illégalité, ne plus donner signe de vie, disparaître du devant de la scène politique : mais au moindre signe d'animation, on verra inévitablement les principales forces politiques se manifester à nouveau. Leur action pourra prendre une forme différente, mais son caractère et son orientation seront inévitablement les mêmes tant que les tâches objectives de la révolution qui a essuyé une défaite n'auront pas été menées à bien. C'est pourquoi ce serait, par exemple, faire preuve de bien peu de clairvoyance que d'estimer qu'en l'absence d'organisations troudoviks de base, avec le désarroi et l'impuissance extrêmes qui caractérisent le groupe troudovik à la III[e] Douma, les masses de la paysannerie démocratique sont complètement retombées en létargie et ne jouent aucun rôle essentiel dans le processus de développement de la nouvelle crise révolutionnaire. Une telle opinion n'est digne que des mencheviks, qui tom-

* Dans le prochain numéro nous examinerons un autre aspect du problème posé par la tactique à suivre « vis-à-vis de la Douma » et nous analyserons une « lettre » d'un camarade otzoviste parue dans le n° 5 du *Rabotchéié Znamia*. (Voir le présent tome, pp. 307-325. — *N.R.*)

bent chaque jour davantage dans le « crétinisme parlementaire » du plus mauvais aloi (il n'y a qu'à prendre, par exemple, leurs attaques proprement odieuses de renégats contre l'organisation illégale du parti). Les marxistes doivent savoir que, par suite des conditions de la représentation non seulement à notre Douma Cent-Noirs, mais même dans le plus idéal des parlements bourgeois, il y aura toujours un décalage artificiel entre la force réelle des diverses classes, et l'image qu'en donnent les institutions représentatives. C'est ainsi, par exemple, que dans tous les parlements bourgeois, les intellectuels bourgeois libéraux paraissent toujours cent fois plus forts qu'ils ne le sont en réalité (et dans notre révolution, les social-démocrates opportunistes ont pris les cadets pour ce qu'ils paraissaient), tandis que les très larges couches démocratiques de la petite bourgeoisie (urbaine à l'époque des révolutions bourgeoises de 1848, rurale chez nous), en dépit d'une représentation parlementaire insignifiante, constituent souvent un facteur extrêmement important dans la lutte ouverte des masses.

Quand elle est entrée dans la révolution, notre paysannerie était infiniment moins consciente que le libéral bourgeois, d'une part, et que le prolétariat socialiste d'autre part. C'est donc à elle que la révolution a donné les déceptions les plus grandes, mais les plus utiles, les leçons les plus amères mais les plus salutaires. Il est normal qu'il lui soit très difficile d'assimiler ces leçons et que cela lui prenne beaucoup de temps. Il est également tout à fait normal que cela fasse perdre patience à de nombreux intellectuels « radicaux » qui jettent le manche après la cognée et à certains petits bourgeois de la social-démocratie chez qui la moindre allusion à la démocratie paysanne provoque une grimace de mépris, mais que l'on voit faire des mines gourmandes dès qu'ils aperçoivent des libéraux « cultivés ». Mais le prolétariat conscient n'oubliera pas aussi facilement les événements qu'il a vu se dérouler et auxquels il a participé au cours de l'automne et de l'hiver 1905. Etant donné le rapport des forces existant dans notre révolution, nous devons savoir que, dans la Russie actuelle, un mouvement parmi la paysannerie sera inévitablement et nécessairement le signe d'un nouvel essor social vraiment large et de l'imminence d'une crise révolutionnaire.

Chez nous, la bourgeoisie libérale s'est engagée dans la voie contre-révolutionnaire. Seuls les Tchérévanine, dont on connaît la bravoure, et les rédacteurs du *Goloss Sotsial-Démokrata*, qui abandonnent peureusement leur compagnon d'armes, peuvent le nier. Mais ce serait une erreur monumentale et du véritable menchevisme à rebours d'en arriver à la conclusion que, puisque les libéraux bourgeois sont contre-révolutionnaires, leur opposition et leur mécontentement, leurs conflits avec les gros propriétaires fonciers Cent-Noirs et, d'une manière générale, les rivalités et les luttes qui opposent les différentes fractions de la bourgeoisie, ne peuvent être d'aucune importance dans le processus de développement du nouvel essor. L'expérience de la révolution russe, tout comme l'expérience des autres pays, prouve de façon irréfutable que lorsque les conditions objectives d'une crise politique profonde sont réunies, les conflits les plus minimes et qui semblent les plus éloignés du foyer de la révolution peuvent prendre une importance considérable, servir de prétexte, être la goutte d'eau qui fait déborder le vase, marquer le début d'un tournant dans l'opinion, etc. N'oublions pas que la campagne des zemstvos et les pétitions organisées par les libéraux en 1904 ont été les précurseurs d'une « pétition » aussi originale et aussi authentiquement prolétarienne que celle du 9 janvier. La polémique des bolcheviks à propos de la campagne des zemstvos ne contestait nullement qu'il était nécessaire d'utiliser cette campagne pour des manifestations prolétariennes ; ce qu'elle combattait, c'était la volonté (des mencheviks) de limiter ces manifestations aux salles de réunion des zemstvos, c'etait l'opinion qui considérait les manifestations en présence des membres des zemstvos comme la plus haute forme de manifestation, c'était le fait que ceux qui avaient tracé les plans des manifestations s'étaient efforcés de ne pas effrayer les libéraux. Prenons un autre exemple : celui des mouvements d'étudiants. Dans un pays qui traverse une époque de révolution démocratique bourgeoise, si les matières inflammables ne cessent de s'accumuler, ces mouvements peuvent facilement donner naissance à des événements qui vont beaucoup plus loin qu'un petit conflit d'ordre particulier provoqué par la façon dont les affaires sont conduites dans une des branches de l'adminis-

tration d'Etat. Il va de soi que la social-démocratie pratique une politique de classe indépendante, la politique du prolétariat, et qu'elle ne s'adaptera jamais à la lutte des étudiants, aux nouveaux congrès des zemstvos, à la façon dont les problèmes sont posés par les diverses fractions de la bourgeoisie opposées les unes aux autres, qu'elle n'accordera jamais une importance démesurée à cette querelle de famille, etc. Mais comme le parti des social-démocrates est le parti de la classe qui dirige toute la lutte libératrice, il doit absolument utiliser les moindres conflits, les attiser, accroître leur importance, relier à ces conflits sa propagande en faveur des mots d'ordre révolutionnaires, les faire connaître aux larges masses, inciter ces masses à une action ouverte et indépendante en faveur de leurs propres revendications, etc. Après 1793 est apparue en France une bourgeoisie libérale contre-révolutionnaire qui n'a cessé de se développer. Mais, pendant les cent années qui ont suivi, les luttes et les conflits opposant les diverses fractions de cette bourgeoisie n'ont cessé de servir de prétexte, sous une forme ou sous une autre, à de nouvelles révolutions où le prolétariat a constamment joué le rôle de principale force motrice et qu'il a *poursuivies* jusqu'à la conquête de la république.

Examinons maintenant quelles sont les conditions qui président à une offensive du prolétariat qui, dans notre révolution démocratique bourgeoise, est la classe dirigeante, la classe d'avant-garde. Au cours de la discussion engagée là-dessus, les camarades de Moscou ont insisté à juste titre sur l'importance fondamentale de la crise industrielle. Ils ont rassemblé une documentation extrêmement intéressante sur cette crise, ils ont étudié la signification de la rivalité entre Moscou et Lodz, et ont apporté toute une série de corrections à certain nombre d'idées qui prévalaient jusque-là. Il nous reste à souhaiter que cette documentation ne s'étiole pas dans les commissions du Comité de Moscou ou du Comité de la région de Moscou, mais qu'elle soit étudiée et publiée dans la presse pour être discutée par l'ensemble du parti. Pour ce qui nous concerne, nous nous bornerons à faire quelques remarques sur la façon dont le problème a été *posé*. Un des points en litige est le suivant : dans quel sens la crise exerce-t-elle

son action (tout le monde s'accorde pour reconnaître qu'après une très courte et faible reprise notre industrie traverse à nouveau une période de dépression qui touche à la crise). Les uns disent qu'il n'est toujours pas question pour les ouvriers de passer à l'offensive sur le terrain économique et que, par conséquent, il ne peut y avoir d'essor révolutionnaire dans un proche avenir. Les autres disent au contraire que le fait que la lutte économique soit impossible pousse à la lutte politique et que, par conséquent, il est inévitable que se produise bientôt un nouvel essor révolutionnaire.

Nous pensons que ces raisonnements contiennent l'un comme l'autre une erreur à la base, erreur qui réside dans une simplification d'un problème complexe. Il est indubitable qu'une étude détaillée de la crise industrielle est de la plus haute importance. Mais il est tout à fait indubitable que la question posée, celle de la possibilité d'un essor révolutionnaire dans un proche avenir, ne peut être tranchée ni dans un sens ni dans l'autre, par aucune statistique sur la crise, même d'une précision idéale ; un tel essor en effet dépend de milliers d'autres facteurs sur lesquels il est impossible d'anticiper. Il est certain que, sans la base générale créée par une crise agraire et une dépression industrielle, il ne peut y avoir de crises politiques profondes. Mais l'existence de cette base ne nous permet pas encore d'affirmer si la lutte de masse des ouvriers en général sera pendant un certain temps freinée par la dépression ou si, à un *certain stade* des événements, *cette même* dépression entraînera dans la lutte politique de nouvelles masses et des forces fraîches. Pour résoudre cette alternative, il n'y a qu'une seule méthode qui consiste à suivre attentivement les pulsations de l'ensemble de la vie politique du pays et, en particulier, la situation du mouvement et de l'état d'esprit des larges masses prolétariennes. Au cours de la dernière période, par exemple, les rapports que nous ont envoyés toute une série de militants du parti des endroits les plus divers de la Russie, des centres industriels et des localités rurales, témoignent d'un regain d'activité incontestable, d'un afflux de forces nouvelles, d'un renforcement de l'intérêt pour l'agitation, etc. Si nous confrontons ces informations avec le fait que, d'une part, une

agitation de masse a commencé parmi les étudiants et que, d'autre part, on tente de redonner la vie aux congrès des zemstvos, nous pouvons constater qu'un certain revirement a été amorcé et que quelque chose est venu rompre la stagnation complète de ces derniers dix-huit mois. Quelle est la force de ce revirement ? Sommes-nous au seuil d'une nouvelle époque de la lutte ouverte, etc.? C'est ce que montreront les événements. Tout ce que nous pouvons faire, à l'heure actuelle, tout ce que nous devons faire de toute façon, c'est bander nos forces en vue de consolider l'organisation illégale de notre parti et décupler notre agitation parmi les masses du prolétariat. Seule l'agitation peut nous révéler sur une vaste échelle quel est le véritable état d'esprit des masses, seule l'agitation peut créer une liaison étroite entre le parti et l'ensemble de la classe ouvrière, seule l'utilisation à des fins d'agitation politique, de chaque grève, de chaque événement ou problème importants de la vie ouvrière, de tous les conflits à l'intérieur des classes dirigeantes ou bien entre une fraction de ces classes et l'autocratie, de chaque intervention des social-démocrates à la Douma, de chaque manifestation nouvelle de la politique contre-révolutionnaire du gouvernement, etc., seul l'ensemble de ce travail reformera les rangs du prolétariat révolutionnaire et nous fournira des données sûres pour juger de la vitesse de maturation des conditions de déclenchement de nouvelles batailles plus décisives.

Résumons-nous. Quand on examine le bilan de la révolution et les conditions actuelles, on aperçoit clairement que les tâches objectives de la révolution n'ont pas été remplies. Le glissement au bonapartisme que l'on observe dans la politique agraire de l'autocratie et dans l'ensemble de la politique qu'il mène à l'intérieur de la Douma et avec son aide, n'a fait qu'étendre et aggraver la contradiction existant entre l'autocratie Cent-Noirs, la domination des « hobereaux sauvages », d'une part, et les exigences du développement économique et social de tout le pays, de l'autre. La campagne déclenchée par la police et les koulaks contre les masses rurales provoque une exacerbation de la lutte à l'intérieur de ces masses, elle rend cette lutte plus consciente politiquement et rapproche, pour ainsi dire, la lutte contre l'autocratie des graves problèmes qui se posent

dans la vie quotidienne de chaque village. Dans un tel moment, il est absolument indispensable que la social-démocratie prenne la défense des revendications démocratiques révolutionnaires dans la question agraire (expropriation de toutes les terres appartenant aux gros propriétaires fonciers). La Douma Cent-Noirs-octobriste, en montrant clairement et en pratique quel est le genre de « constitution » dont peut s'« accommoder » l'autocratie, en laissant sans solution tous les problèmes, y compris ceux qui concernent seulement les nécessités du développement économique du pays, fait déboucher la lutte « pour la constitution » sur une lutte révolutionnaire *contre l'autocratie* ; dans ces conditions les conflits particuliers qui opposent l'une à l'autre les diverses fractions de la bourgeoisie et ces fractions au gouvernement aboutissent à hâter cette lutte. L'appauvrissement des campagnes, la dépression industrielle, le fait que chacun se rend compte que la situation politique actuelle est sans issue et que la fameuse voie « pacifique et constitutionnelle » ne mène à rien, tout cela donne naissance à de nouveaux éléments de crise révolutionnaire. A l'heure actuelle, notre tâche n'est pas d'inventer artificiellement de nouveaux mots d'ordre (comme « A bas la Douma » que nous substituerions à « A bas l'autocratie ») mais de renforcer l'organisation illégale du parti (en dépit des hurlements réactionnaires des mencheviks qui voudraient l'enterrer) et de développer une large agitation social-démocrate révolutionnaire qui soudera le parti aux masses prolétariennes et qui mobilisera ces dernières.

« Prolétari » n° 38,
1er (14) novembre 1908

Conforme au texte
du journal